

BULLETIN
d'Information et de Documentation

VI^e année. Vol. I. N° 8

25 avril 1931.

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le capitalisme libéral, par Henri de Man. — La situation économique de la Belgique. (Février-mars 1931.) — Chronique : l'industrie des œufs conservés en Belgique. — Statistiques.

LE CAPITALISME LIBERAL

par M. Henri de MAN,

Professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Main.

Rien n'est plus instructif que de comparer le diagnostic que le professeur Bonn a fait de la crise de l'économie allemande avec celui que font, de la crise économique en Angleterre, ses collègues britanniques. Il en est trois qui se prêtent particulièrement à cette comparaison : J. M. Keynes, J. A. Hobson et G. D. H. Cole. Chacun d'entre eux a récemment publié un ouvrage sur ce sujet (1). Tous trois, bien que représentant des nuances d'opinion politique variant entre le centre droit du Labour Party et le centre gauche du parti libéral, s'affilient intellectuellement, en tant qu'économistes, aux traditions de cette doctrine libérale anglaise dont se réclame le professeur Bonn.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est que ces trois auteurs accordent à la situation monétaire une importance bien plus grande que ne le fait Bonn, qui critique surtout la structure sociale particulière de l'économie allemande. Tous trois, cependant, sont loin d'adhérer à la vieille théorie orthodoxe des « crises monétaires pures ». Ils voient, au contraire, — bien qu'avec une acuité différente — que les dérangements du crédit se rattachent étroitement à un trouble beaucoup plus général, dû notamment aux progrès de la productivité industrielle. Mais ils sont Anglais, donc moins intéressés aux explications lointaines des causes profondes

qu'à la découverte des causes immédiates sur lesquelles on peut agir sur-le-champ. Ainsi, ils essaient naturellement, non point d'établir une nouvelle théorie universelle des crises, mais de découvrir à quels endroits on peut faire intervenir la volonté humaine pour accélérer le retour à la prospérité. Et ils sont à peu près d'accord — du moins Keynes et Cole le sont nettement — pour dire que le principal de ces endroits, le plus accessible en tout cas, est celui où se fait la distribution du capital-or — donc la politique monétaire et bancaire. Ils ne diffèrent là-dessus qu'à propos des modalités d'interprétation et d'application.

Keynes préconise depuis longtemps un « système dirigé » du crédit et de la circulation monétaire. Dans de nombreux écrits théoriques, il a essayé de démontrer qu'il est illusoire de se fier, comme le faisaient les doctrinaires de l'époque classique, à l'ajustement mutuel de la production et de la consommation par le jeu concordant des lois qui gouvernent, d'une part, le prix des marchandises, d'autre part, le prix de l'or. D'après lui, la quantité d'or nouvellement acquise par les banques et les frais de production de cet or varient trop, et selon des causes trop indépendantes de l'allure générale du marché des marchandises, pour garantir un niveau tant soit peu stable des prix. Pour la même raison, on ne peut espérer qu'un système de crédit pareillement réglé puisse fluctuer selon les besoins du système de production. Le système « dirigé » que Keynes réclame implique une beaucoup plus grande latitude, pour les banques, de régler la circulation

(1) J.-M. Keynes, « A Treatise on Money », 2 volumes, Macmillan, Londres, 1931. — J.-A. Hobson, « Rationalisation and Unemployment : an economic Dilemma », Allen et Unwin, Londres, 1930. — G.-D.-H. Cole, « Gold, Credit and Employment », Allen et Unwin, Londres, 1930.

monétaire et le taux du crédit, d'après d'autres considérations encore que le maintien d'une relation stable par rapport aux réserves d'or.

Je me borne à signaler en passant que ces considérations théoriques aboutissent dans la pratique à des revendications comme celles-ci : une constitution plus élastique à donner aux banques d'émission, pour leur permettre de laisser une marge plus considérable entre le prix d'achat et le prix de vente de l'or; une plus grande latitude en accordant des crédits; une plus forte restriction des mouvements internationaux de l'or; une faculté étendue d'émettre du papier-monnaie selon les besoins de la production, etc. On sait d'ailleurs, par les controverses qui s'y sont rattachées, quelles conclusions Keynes a tiré de tout cela, et dans sa critique du régime des réparations sous le Traité de Versailles, et dans son programme d'action bancaire internationale. Mais ceci importe moins, pour l'instant, que le diagnostic général que Keynes fait de la crise actuelle.

Il en voit la cause principale dans un état de déséquilibre entre le volume de l'épargne et le volume du placement productif des capitaux. Il ne considère comme placement productif que celui qui sert directement le développement de la production industrielle. Employer l'argent à des spéculations commerciales à court terme, le placer dans une caisse d'épargne, acheter des titres de rente ou des obligations d'emprunt public, tout cela ne constitue donc pas, à ses yeux, des placements productifs.

Si l'on se rappelle que Bonn considère l'appauvrissement de la classe rentière comme l'une des causes du malaise économique de l'Allemagne, on sera frappé par le contraste des opinions : pour l'économiste libéral allemand, on épargne trop peu, pour l'économiste libéral anglais, on épargne trop. Cela n'empêche pas, d'ailleurs, qu'ils puissent avoir raison tous deux, car la situation des deux pays est fort différente.

D'ailleurs, les deux opinions s'accordent sur un point essentiel, c'est qu'une cause primordiale de la crise consiste dans le manque du pouvoir d'achat. Bonn, dans un pays pauvre en capital, regrette le manque d'épargne, qui aggrave la disproportion entre un capital fixe trop grand et un capital variable trop petit, et diminue le potentiel de consommation. Keynes, dans un pays à capital abondant, regrette qu'une trop grande partie de ce capital reste improductive. En somme, il ne désire pas que l'on épargne moins, mais bien que l'on place dans l'industrie une plus grande partie de l'argent épargné. Voilà notamment à quoi il veut faire servir son système de « crédit dirigé ». Il croit que les banques pourraient exercer, à ce point de vue, une action suffisamment décisive — à condition qu'elle soit entreprise internationalement — pour renverser le mouvement de la conjoncture. Il leur recommande, par exemple, de diminuer très fortement, par rapport au crédit à court terme, le taux d'intérêt du crédit à longue échéance; il pense que cela encouragerait l'achat de valeurs industrielles dont le rendement actuel probable ne dépasse pas suffisamment le

taux d'intérêt bancaire, et ne tente donc pas assez les épargnants. Il préconise aussi que les banques, pour donner au mouvement une impulsion initiale, achètent de grosses quantités d'obligations et de titres d'emprunt. De cette façon, on ferait d'une pierre deux coups, car l'argent ainsi mis en circulation raviverait le marché, et l'on provoquerait une hausse des obligations qui, en diminuant leur rendement relatif en intérêts, inciterait davantage les capitalistes à acheter des actions industrielles.

Quoiqu'on puisse penser de pareil programme, il faut connaître la vénération presque idolâtre des économistes anglais pour certains « principes immuables », tels l'étalon d'or et le « taux général du profit » cher à Marshall, pour bien apprécier l'audace hérétique de ce théoricien, qui est en quelque sorte l'économiste attitré du parti libéral anglais.

* * *

Depuis lors, d'ailleurs, Keynes est allé encore plus loin dans la voie de l'hérésie, en proposant, comme remède à la situation du Royaume-Uni, une expérience de protectionnisme douanier à caractère fiscal. L'article dans lequel il a exposé ce plan (2) a fait beaucoup de bruit. Une partie de son effet sur l'opinion publique provient sans doute de l'élément de sensation qui se rattache à une conversion aussi surprenante. Mais il vaut la peine d'en parler aussi à cause de la lumière qu'il jette sur la situation réelle de ce libéralisme économique anglais, sur lequel le professeur Bonn mettant d'espoirs.

Voici, en résumé, comment Keynes y argumente :

La crise actuelle est une crise des prix et non une crise de la production. La productivité de l'industrie anglaise a fortement augmenté depuis la guerre. « Avec trois quarts de notre capacité industrielle en opération, nous pouvons actuellement produire autant de richesses qu'avec notre capacité entière il y a quelques années. » Le mal n'est donc « pas le manque de moyens matériels pour soutenir un standard of life élevé, mais un dérangement de l'organisation et du mécanisme par lesquels nous achetons et nous vendons l'un à l'autre ». L'effet de ce dérangement, c'est que la marge du profit, qui sépare les frais de production des prix des produits, est devenue trop petite par la chute des prix, d'où l'anémie du capital au service de la production et le chômage.

Or, il y a deux méthodes pour augmenter la marge du profit : l'expansion et la contraction. La contraction consiste à réduire les frais de production, l'expansion à augmenter la demande.

Keynes se réclame, en principe, de la méthode expansionniste. Il maintient ses objections anciennes à la politique de la contraction. En réduisant les salaires et les dépenses publiques, on peut, sans doute, favoriser l'exportation; mais il suffit que les autres

(1) Dans la revue hebdomadaire « The New Statesman and Nation », numéro du 7 mars 1931, sous le titre « Proposals for a Revenue Tariff ».

pays industriels agissent de même — et c'est ainsi que les choses se passent dans la réalité — pour que cet avantage devienne en majeure partie illusoire. Par contre, on réduit sans coup férir la demande sur le marché intérieur. « Les avantages, pour les employeurs, d'une réduction générale des salaires, sont moins grands qu'ils n'y paraissent. Chaque employeur voit l'avantage qu'il y a pour lui-même à réduire les salaires qu'il paie, mais il perd de vue les conséquences, et de la diminution des revenus de ses clients, et de la réduction de salaires dont profiteront ses concurrents. » Pour ces motifs, et en outre pour des raisons de justice sociale et de stabilité politique, il faut préférer la méthode de l'expansion du marché.

Ceci revient, selon la vieille tradition du libéralisme anglais, à maintenir en même temps les prix aussi bas que possible, pour favoriser l'exportation, et le niveau de vie aussi haut que possible, pour développer le marché intérieur. Keynes déclare qu'il est toujours convaincu qu'à la longue, cette méthode est la seule bonne, ne serait-ce que parce qu'elle ne jette pas le manche après la cognée et favorise les tendances qui, seules, peuvent vaincre les dépressions par l'appel naturel des prix diminués à la demande renouvelée.

Mais — il y a un mais : dans les conjonctures actuelles, Keynes croit que la méthode expansionniste est aussi inapplicable que l'autre. Elle ne peut sortir ses effets qu'à la longue ; or, ce qu'il faut de toute urgence, c'est une impulsion initiale qui, sans délai, arrête la progression du chômage, empêche l'Angleterre de se lancer dans la « course internationale à la famine » par la contraction des salaires et des services sociaux, et restaure sur le champ la confiance qui peut amener de nouveaux capitaux à la production industrielle, et donc déclencher le mouvement de retour du pendule cyclique.

Au contraire, Keynes craint que les effets immédiats d'une politique expansionniste suffisamment énergique pour être efficace seraient défavorables, et cela à un moment de crise aiguë, où l'Angleterre ne peut plus se payer le luxe d'un traitement à longue échéance. Actuellement, argumente-t-il, il y aurait un danger grave à mettre en question l'étalon d'or par l'inflation, même minime, qu'entraînerait inévitablement la méthode expansionniste ; car cela entamerait le prestige de l'Angleterre et disloquerait encore plus le marché international. La solution, qui était bonne il y a deux ou trois ans, quand il ne s'agissait encore que du malaise latent de l'Angleterre seule, devient extrêmement périlleuse en époque de crise mondiale aiguë ; d'autant plus qu'elle impliquerait une crise budgétaire de l'Etat, qui ébranlerait encore plus la confiance.

Alors ! Alors, il faut, tout en épargnant au budget de nouvelles charges pour les services sociaux, augmenter les ressources de l'Etat susceptibles d'être employées à l'expansion de la production. Et il faut avant tout, et immédiatement, stimuler la production des industries d'exportation — même au prix d'un « léger »

et « temporaire » renchérissement de la vie. Bref, il faut protéger — pardon, « encourager » l'industrie anglaise par des droits d'entrées « fiscaux », selon un tarif général, à maintenir jusqu'au retour des prix de 1929. Keynes le formule à peu près ainsi : 15 p. c. des droits *ad valorem* sur tous les produits manufacturés ou mi-finis ; 5 p. c. sur les denrées alimentaires et certaines matières premières n'entrant que peu ou prou dans les produits d'exportation ; franchise de droits pour les matières premières des industries d'exportation, comme la laine et le coton.

Peut-être ne devrait-on pas accorder trop d'importance à ces propositions, si elles ne trahissaient vraiment que l'état d'âme d'une personnalité isolée, quelque éminente qu'elle soit. Il faut bien dire d'ailleurs qu'elles ont été avancées sous une forme assez sommaire, légère presque, qui a fait la partie belle à ses critiques. Mais ce qui leur donne une importance dépassant celle d'une conversion individuelle, ce qui les rend inquiétantes même pour tous ceux qui, comme moi, croient plus que jamais à la nécessité de combattre la panique qui nourrit le protectionnisme, c'est qu'elles ne sont pas un fait isolé. Loin de là. Elles font partie d'un ensemble de symptômes qui trahissent le progrès du protectionnisme jusque dans les rangs du libéralisme et — soit dit entre parenthèses — du socialisme anglais.

Car Keynes a beau dire « régime provisoire », on ne s'imagine pas bien comment l'accord des partis (!) qu'il suggère pourrait garantir l'abrogation de ce tarif douanier à un moment déterminé automatiquement par le mouvement des indices des prix. Il devrait être clair, pour un homme qui tire si justement argument de l'importance de l'élément psychologique, qu'une pareille victoire de la thèse protectionniste ne serait pas faite pour gâter l'appétit des « Tariff Reformers ». En vérité, Keynes ressemble un peu à un médecin qui dirait : « Voyez où vos drogues ont conduit notre malade ! Il est si près de la mort que seule une opération radicale pourrait le sauver. Aussi je reste partisan de cette opération, mais en principe seulement, car je crains qu'il ne soit trop affaibli pour la supporter. Donc, par mesure de transition, donnons-lui une triple dose de vos drogues que je continue — toujours en principe — à abhorrer. S'il en réchappe, il sera toujours temps de l'opérer. » Cela n'est vraiment pas assez logique pour être convaincant. Aussi bien, cela fournit-il matière aux marxistes pour étayer leur thèse du suicide du libéralisme, prêt à toutes les concessions et à toutes les échappatoires réactionnaires plutôt qu'à reconnaître les véritables causes sociales de la disproportion entre la production et la consommation.

* * *

C'est raison de plus pour examiner les thèses de deux économistes qui, comme Hobson et Cole, se réclament en même temps, si l'on peut dire, du socialisme politique et du libéralisme économique. La formule ne leur fait pas injustice, je pense, car ils s'apparentent

tous deux à l'école du *guild socialism*, de ce socialisme corporatif et anti-étatiste qui fait confiance à l'action combinée de l'ascension sociale de la classe ouvrière et de l'initiative économique des individus et des groupements libres. A ce titre, comme à d'autres, ils sont assez représentatifs de l'opinion moyenne du Labour Party, dont la croyance économique trahit beaucoup plus l'influence des doctrines libérales que celle du marxisme continental.

Cole est, lui aussi, partisan du « crédit dirigé ». C'est dire qu'il reconnaît l'importance du facteur monétaire dans la succession des phases de dépression et de prospérité. Mais il se distingue de Keynes en ce qu'il subordonne beaucoup plus que lui l'opération de ce facteur à celle de la surproduction des marchandises.

Si Keynes insiste sur la nécessité de passer de l'épargne au placement productif, Cole fait porter l'accent sur la distinction à établir entre diverses formes de ce placement. Tandis que Keynes, surtout dans ses ouvrages récents, voudrait avant tout voir se développer les industries d'exportation, Cole met à l'avant-plan le développement du marché intérieur. Car il ne se contente pas, comme Keynes, de dire « produire » pour sortir de la crise; il voit aussi qu'il s'agit d'assurer la vente, donc la consommation. En somme, il porte le problème plus avant que Keynes; celui-ci traite la crise un peu comme si elle ne se distinguait guère des crises du XIX^e siècle, et comme si tout était dit avec le rétablissement de la marge de profit. Cole, au contraire, part d'une question beaucoup plus vaste: comment réduire le chômage?

Cette distinction n'est nullement une subtilité théorique. Au contraire, elle entre au cœur des questions pratiques les plus importantes que pose la crise mondiale actuelle. Car s'il est vrai que la crise est due pour une grande partie à la disproportion entre la productivité industrielle et la puissance d'absorption du marché, il est clair que le retour d'une phase cyclique ascendante ne résoudrait pas encore le problème du chômage chronique. S'il y a, pour des raisons inhérentes aux conditions de production elles-mêmes, disparité permanente entre la capacité de produire et la capacité de consommer, on peut faire le troc de producteurs à consommateurs par n'importe quel intermédiaire d'échange, et en organiser le fonctionnement avec n'importe quel raffinement, on ne parviendra jamais à supprimer la différence entre la quantité des biens productibles et celle des biens consommables — sauf par le moyen actuel qui consiste à laisser chômer une partie de l'industrie.

Voilà, en définitive, le fond de la différence entre Keynes, d'une part, et Cole ou Hobson, d'autre part, peut-être même faudrait-il dire entre la thèse libérale et la thèse socialiste, marxiste ou non.

Le diagnostic que fait Cole, cependant, ressemble très fort, par son point de départ, à celui de Keynes. Cole n'a jamais partagé, il est vrai, les objections de Keynes contre le retour à l'étalon d'or; il juge celui-ci indispensable, ne serait-ce qu'à cause de la nécessité

de préserver le taux du change et les profits que la City retire des transactions du « clearing » international. Mais il croit, comme Keynes, que l'on ne peut pas, sans courir au désastre, laisser les fluctuations du prix de l'or déterminer librement celles des autres prix. Parce que, dit-il, « des prix et des taux d'intérêt variables sur le marché intérieur sont des conditions nécessaires de la stabilité du taux du change international », « on ne peut pas stabiliser en même temps les taux du change et les prix, la valeur extérieure et la valeur intérieure de notre argent. Nous pouvons faire, peut-être, l'une ou l'autre de ces choses; nous ne pouvons faire les deux ». L'Angleterre, pour de bonnes raisons, ayant choisi la stabilisation du change, doit renoncer à l'avantage indiscutable que procurerait la stabilisation des prix par la manœuvre de la déflation et de l'inflation, car c'est à cela que reviendrait toute méthode de fixer la valeur de la monnaie en marchandises (comme l'ont proposé le professeur Fisher aux Etats-Unis et les protagonistes de la Roggenmark en Allemagne), au lieu de la faire correspondre à celle d'une quantité déterminée d'or.

Néanmoins, Cole croit que l'on peut, tout en maintenant le taux du change, « s'émanciper, dans une certaine mesure, de la domination que les variations de l'afflux d'or sont capables d'exercer sur notre politique d'émission et de crédit ». Il faudrait pour cela maintenir les réserves d'or nécessaires au commerce extérieur, mais laisser plus d'élasticité au régime intérieur, et régler l'émission et le crédit selon la marche générale des affaires et non uniquement selon le marché de l'or.

Jusque-là, rien de bien saillant ne sépare la thèse de Cole de celle de Keynes. Mais la différence apparaît dès que l'on considère le but ultime proposé. Car alors que Keynes semble croire qu'une fois le commerce extérieur ravivé par un accroissement d'exportation, tout le reste viendrait pour ainsi dire par surcroît, Cole renverse l'enchaînement des causes et effets : attaquer le chômage d'abord, et créer ainsi une demande accrue à l'intérieur. Le crédit facilité que désire Cole pour surmonter la stagnation actuelle devrait être dirigé, non point vers la stimulation de la production quelle qu'elle soit, mais bien vers des objectifs déterminés et limités, en premier lieu vers les industries capables de désengorger le plus rapidement le marché du travail. Certes, il faut, selon Cole, faire tout ce que l'on peut pour raviver l'exportation; mais il faut le faire avec discernement, et il faut faire plus que cela.

D'abord, il ne servirait pas à grand'chose d'améliorer le bilan commercial extérieur si cette amélioration était achetée par une réduction correspondante du marché intérieur, telle que l'entraînerait la diminution générale des salaires ou le renchérissement de la vie par le protectionnisme douanier. (Ici, Cole aurait pu citer l'exemple actuel de l'Allemagne, où le formidable bilan commercial extérieur, favorisé par la baisse des salaires, ne résoud aucunement le problème de la sous-consommation.) Ensuite, il faut, pour encoura-

ger l'exportation, distribuer le crédit de façon à favoriser les branches de production les mieux disposées à l'égard de la « rationalisation ». Cole entend par là tout ce qui est susceptible d'éliminer le gaspillage et les doubles frais. Cela implique surtout une organisation plus simple, moins anarchique et moins coûteuse des méthodes de vente, par exemple dans les industries houillère et textile, ou des procédés techniques et commerciaux dans la production du beurre et des œufs, de façon à endiguer l'importation venant de pays à outillage plus moderne.

Mais Cole maintient que, même si tout cela était fait, l'essentiel resterait à faire. « Je suis d'accord pour dire », écrit-il, « que le commerce extérieur est très important. Mais il ne nous offre pas la solution du problème du chômage. Quiconque s'imagine résoudre les problèmes de l'industrie cotonnière du Lancashire en reconquérant aux cotonnades les marchés perdus dans l'Extrême-Orient, ou le problème du charbon en ramenant au niveau d'avant-guerre l'exportation et l'approvisionnement des navires, à un prix rémunérateur dans les conditions actuelles de la production, poursuit une chimère. La demande extérieure de nos marchandises peut s'étendre; j'espère et je crois qu'elle le fera. On peut faire beaucoup pour garder et développer nos débouchés internationaux par une organisation plus efficiente de la production et de meilleures méthodes de débit. Qu'on le fasse donc, pour éviter que les marchés que nous détenons encore ne suivent le chemin de ceux que nous avons déjà perdus. Il reste à reconnaître le fait désagréable que nous ne pouvons attendre, de l'expansion de notre commerce d'outremer, l'absorption de nos chômeurs. La demande n'est pas assez expansible. Il nous faudra toute notre énergie pour conquérir et maintenir un volume d'exportation correspondant à celui d'avant-guerre, sans parler de l'augmenter de façon à pouvoir absorber et notre population ouvrière plus nombreuse, et la productivité accrue par la rationalisation de l'industrie. Nous devons chercher plus près de nous les moyens de donner du travail aux chômeurs. Le grand réservoir de la demande non utilisée se trouve dans les besoins de notre propre peuple. C'est le marché intérieur, illimité dans sa potentialité de demande, qu'il faut étendre pour guérir la maladie du chômage, plutôt que le marché extérieur, limité par l'industrialisation croissante des autres pays. »

Cole se rend bien compte, évidemment, de ce que cela ne peut pas se faire par la seule politique bancaire. Il préconise, à titre de mesure immédiate, l'intervention de l'Etat, qui devrait, grâce surtout à de gros emprunts extraordinaires que les banques auraient à faciliter, entreprendre, ou plutôt confier à des corporations ad hoc, l'exécution de multiples travaux publics. S'il n'espère pas de ces mesures, même entreprises sur une très vaste échelle, une solution complète du problème du chômage, il en attend, tout au moins, sur le marché intérieur, le minimum de stimulation de la demande qu'il faut pour dépasser le point mort de la stagnation.

Sur tous ces points, les vues de Hobson ne se diffèrent guère de celles de Cole, mais elles s'écartent encore plus explicitement que celles-ci des opinions de Keynes quant au caractère essentiel de la crise actuelle.

Tandis que Keynes oppose l'épargne et le placement productif, Hobson oppose l'épargne et la consommation. Il accorde moins d'importance que Keynes et Cole à la situation monétaire en tant que cause, et est donc moins optimiste quant à la possibilité de vaincre la crise par l'intermédiaire de la politique d'émission et de crédit. La marche de l'inflation et de la déflation a été si diverse selon les pays qu'à son avis, « il n'est pas possible d'attribuer la dépression mondiale actuelle à une quelconque ligne de conduite financière en tant que cause principale. » La cherté de l'argent n'est pour lui qu'un symptôme. Elle peut signifier deux choses différentes: trop peu d'argent en circulation, et une mauvaise distribution de cette circulation.

Hobson ne nie pas le premier phénomène, mais il l'attribue à une disette relative plutôt qu'absolue. Les ressources du monde en or n'augmentant qu'en raison de 2 p. c. par an environ, ce coefficient reste considérablement inférieur, depuis plusieurs années, à celui de l'accroissement de la productivité et de la production, d'où la chute des prix. Mais il reste à savoir pourquoi cette chute des prix n'entraîne pas une augmentation correspondante de la demande. Hobson en voit l'explication dans ce qu'il appelle le « oversaving », l'accumulation de l'argent entre les mains d'une minorité de riches, au détriment des masses dont la puissance d'achat se trouve ainsi relativement réduite. La solution du problème de la crise ne peut donc consister qu'en une autre répartition des revenus, établissant un équilibre sain entre l'épargne et la dépense, ou, si l'on préfère l'exprimer ainsi, entre l'argent employé à la capitalisation et l'argent qui sert à satisfaire les besoins de consommation des masses. En temps de prospérité, cette redistribution des revenus peut s'effectuer progressivement par la hausse des salaires; en temps de crise, cette solution étant matérinellement impossible, la seule intervention radicalement efficace est de nature politique. Il appartient à l'Etat d'étendre « les services sociaux », de façon à maintenir ou développer la puissance d'achat des masses salariées, à l'aide de contributions frappant les revenus des non-salariés.

Cet exposé sommaire des vues de J. A. Hobson suffit sans doute à mettre en lumière en quoi il se rapproche le plus de la thèse marxiste de la surproduction chronique, à considérer en réalité comme une sous-consommation due à l'accumulation croissante de la plus-value, donc au fait que la productivité industrielle augmente plus vite que les salaires. Mais il apparaît aussi ce qui sépare les prémisses de Hobson de celles de Marx, et le range, malgré ses conclusions hérétiques, à l'extrême gauche de l'école libérale orthodoxe. Car Hobson, lui aussi, part de l'hypothèse traditionnelle, selon laquelle chaque marchandise jetée sur le marché est nécessaire-

ment accompagnée d'une quantité correspondante de « puissance d'achat » sous une forme quelconque, de sorte qu'il suffirait d'en diriger autrement la distribution et l'emploi pour sortir de la difficulté.

En résumé, voici ce qui me semble ressortir de la confrontation des théories de Bonn avec celles de ses vis-à-vis britanniques :

En Allemagne, il y a trop peu de capital rentier, en Angleterre, il y en a trop. En Allemagne, on a rationalisé trop vite, en Angleterre, trop lentement. En Allemagne, trop de monopolisme, en Angleterre, trop de concurrence. En Allemagne, trop d'organisation, en Angleterre, trop peu. En Allemagne, on subit le contre-coup de l'inflation de 1923, en Angleterre, celui de la déflation de 1925.

Et cependant, il serait absurde de conclure de tout cela qu'il n'y aurait dans ces deux pays que des crises locales, dont la coïncidence serait l'effet d'un simple hasard, et non de causes communes ou générales. Je sais qu'il y a des économistes qui essaient de séparer ainsi la crise européenne de la crise américaine — thèse très discutable à mon avis, mais enfin défendable. Par contre, on sortirait tout à fait du domaine de ce qui se peut sérieusement discuter en prétendant que la crise qui frappe actuellement tous les pays européens n'est, dans sa simultanéité, que l'effet d'une série de coïncidences. Le bon sens élémentaire indique que, en dépit des aspects variés qu'elle revêt selon la structure particulière des économies nationales, elle est bel et bien crise mondiale s'étendant sur tous les pays à production capitaliste.

Dès lors, il faut pouvoir lui trouver une ou plusieurs

causes générales, différentes des causes locales qui, comme la simple comparaison de deux pays vient de le montrer, sont trop contradictoires pour pouvoir servir d'alibi.

Or, c'est précisément parce que, dans pareille étude comparée, les éléments contradictoires s'éliminent tout seuls, que cette méthode fait apparaître, à la fin de cette élimination, et pour ainsi dire en résidu, le véritable commun dénominateur.

Sa formule la plus brève s'appelle : crise de sous-consommation. Et j'entends ce terme dans le sens d'une disparité, variable, mais chronique, entre le pouvoir de production et le pouvoir de consommation.

Je me propose d'examiner, par la suite, quelle lumière cette interprétation peut jeter sur la situation universelle de l'économie capitaliste, dégagée des traits particuliers à divers pays. Nous retrouverons alors la question dont nous sommes partis : crise cyclique du capitalisme libéral ou crise de régime du capitalisme néo-féodal ? Et cela nous remettra face à face avec un monsieur qu'il me semble avoir vu ricaner dans sa barbe de prophète, pendant que je passais en revue les embarras et les contradictions de ceux qu'il appelleraient les « économistes vulgaires » d'aujourd'hui. J'ai à peine besoin d'ajouter, je pense, qu'il s'agit de Karl Marx. Et, au risque de surprendre ceux de mes amis qui n'ont pas aperçu que ma critique du marxisme porte sur autre chose que l'analyse marxienne du capitalisme, j'essaierai de montrer alors pourquoi cette analyse me semble être plus près de la vérité que celle de ses antagonistes.